

*Le Premier Ministre*

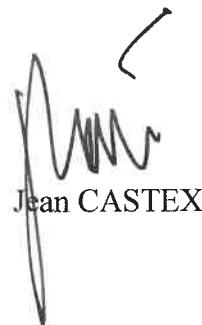
Paris, le **08 FEV. 2021**

*Am* Monsieur le Président,

Conformément à l'article L. 3131-13 du code de la santé publique, prévoyant le contrôle des mesures prises au titre de l'état d'urgence sanitaire par le Parlement, vous voudrez bien trouver ci-joint le treizième rapport d'étape des mesures prises du 30 janvier 2021 au 5 février 2021 sur le fondement des articles L. 3131-15, L. 3131-16 et L. 3131-17 du même code.

Restant à votre entière disposition, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération.

*Très amicalement*

  
Jean CASTEX

Monsieur Richard FERRAND  
Président de l'Assemblée nationale  
Député du Finistère  
Assemblée nationale  
126, rue de l'Université  
75007 PARIS



**GOVERNEMENT**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## Mesures prises en application de l'état d'urgence sanitaire

Point d'étape n° 13 – Au vendredi 5 février 2021

En application de l'article L. 3131-13 du code de la santé publique, qui résulte de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure sur l'ensemble du territoire de la République par le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020. Conformément au même article L. 3131-13, la prorogation de l'état d'urgence sanitaire au-delà d'un mois ne peut être autorisée que par la loi, après avis du comité de scientifiques prévu à l'article L. 3131-19. Par conséquent, le Gouvernement a saisi le Parlement le mercredi 21 octobre 2020 d'un projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire. La loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire a ainsi procédé à cette prorogation jusqu'au 16 février 2021 inclus. Au regard de la situation sanitaire en France et en Europe constatée au début de l'année 2021, le Gouvernement a décidé de saisir le Parlement d'un autre texte de prorogation, délibéré en conseil des ministres le 13 janvier, afin de procéder à une nouvelle prorogation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2021 inclus.

Le même article L. 3131-13 dispose que « *l'Assemblée nationale et le Sénat sont informés sans délai des mesures prises par le Gouvernement au titre de l'état d'urgence sanitaire. L'Assemblée nationale et le Sénat peuvent requérir toute information complémentaire dans le cadre du contrôle et de l'évaluation de ces mesures* ».

Le présent document établit un treizième point d'étape des mesures prises par le Gouvernement en application du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 précitée, **entre le 30 janvier et le 5 février 2021**.

Il s'articule autour de quatre parties :

- Les mesures prises en application de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique (décrets du Premier ministre) ;
- Les mesures prises en application de l'article L. 3131-16 du code de la santé publique (arrêtés du ministère des solidarités et de la santé) ;
- Les mesures prises en application de l'article L. 3131-17 du code de la santé publique (arrêtés préfectoraux) ;
- Les contentieux liés à l'état d'urgence sanitaire.

\*\*\*

### **I. Les mesures prises en application de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique**

#### **A. Rappel du cadre législatif**

Au titre de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique, dans les circonscriptions territoriales où l'état d'urgence sanitaire est déclaré, le Premier ministre peut, par décret réglementaire pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, aux seules fins de garantir la santé publique :

1° Réglementer ou interdire la circulation des personnes et des véhicules et réglementer l'accès aux moyens de transport et les conditions de leur usage ;

2° Interdire aux personnes de sortir de leur domicile, sous réserve des déplacements strictement indispensables aux besoins familiaux ou de santé ;

3° Ordonner des mesures ayant pour objet la mise en quarantaine, au sens de l'article 1er du règlement sanitaire international de 2005, des personnes susceptibles d'être affectées ;

4° Ordonner des mesures de placement et de maintien en isolement, au sens du même article 1er, à leur domicile ou tout autre lieu d'hébergement adapté, des personnes affectées ;

5° Ordonner la fermeture provisoire et réglementer l'ouverture, y compris les conditions d'accès et de présence, d'une ou plusieurs catégories d'établissements recevant du public ainsi que des lieux de réunion, en garantissant l'accès des personnes aux biens et services de première nécessité ;

6° Limiter ou interdire les rassemblements sur la voie publique ainsi que les réunions de toute nature ;

7° Ordonner la réquisition de toute personne et de tous biens et services nécessaires à la lutte contre la catastrophe sanitaire. L'indemnisation de ces réquisitions est régie par le code de la défense ;

8° Prendre des mesures temporaires de contrôle des prix de certains produits rendues nécessaires pour prévenir ou corriger les tensions constatées sur le marché de certains produits ; le Conseil national de la consommation est informé des mesures prises en ce sens ;

9° En tant que de besoin, prendre toute mesure permettant la mise à la disposition des patients de médicaments appropriés pour l'éradication de la catastrophe sanitaire ;

10° En tant que de besoin, prendre par décret toute autre mesure réglementaire limitant la liberté d'entreprendre, dans la seule finalité de mettre fin à la catastrophe sanitaire mentionnée à l'article L. 3131-12 du présent code.

Les mesures prescrites en application des 1° à 10° du présent article sont strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu. Il y est mis fin sans délai lorsqu'elles ne sont plus nécessaires.

## **B. Bilan du 30 janvier au 5 février 2021**

Au titre de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique, **deux décrets** ont été pris par le Premier ministre au cours de la période considérée.

**Décret n° 2021-99 du 30 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (JORF du 31 janvier 2021)**

- **Modifications du décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire**
- Dans les départements et territoires mentionnés au II de l'annexe 2 du décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 (seul le territoire de Mayotte y figure), possibilité pour le préfet de département d'interdire, dans les zones qu'il définit aux seules fins de lutter contre la propagation du virus, tout déplacement de personne hors de son lieu de résidence à l'exception des déplacements pour les motifs suivants en évitant tout regroupement de personnes :
  - o Déplacements à destination ou en provenance :
    - Du lieu d'exercice ou de recherche d'une activité professionnelle et déplacements professionnels ne pouvant être différés ;

- Des établissements ou services d'accueil de mineurs, d'enseignement ou de formation pour adultes ;
    - Du lieu d'organisation d'un examen ou d'un concours.
  - Déplacements pour effectuer des achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle, des achats de première nécessité, des retraits de commandes et des livraisons à domicile ;
  - Déplacements pour effectuer des consultations, examens, actes de prévention et soins ne pouvant être assurés à distance et pour l'achat de médicaments ;
  - Déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance aux personnes vulnérables et précaires, pour la garde d'enfants, ainsi que pour les déménagements ;
  - Déplacements des personnes en situation de handicap et, le cas échéant, de leur accompagnant ;
  - Déplacements brefs, dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal d'un kilomètre autour du domicile, liés soit à l'activité physique individuelle des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et de toute proximité avec d'autres personnes, soit à la promenade avec les seules personnes regroupées dans un même domicile, soit aux besoins des animaux de compagnie ;
  - Déplacements pour répondre à une convocation judiciaire ou administrative ou pour se rendre dans un service public ou chez un professionnel du droit, pour un acte ou une démarche qui ne peuvent être réalisés à distance ;
  - Participation à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative ;
  - Déplacements à destination ou en provenance d'un lieu de culte ;
- Obligation pour les personnes souhaitant bénéficier de l'une de ces exceptions, de se munir d'un document leur permettant de justifier que le déplacement considéré entre dans le champ de l'une de ces exceptions ;
  - Possibilité pour le préfet de département d'adopter, en fonction des circonstances locales, des mesures plus restrictives en matière de trajets et déplacements de personnes ou compléter la liste des motifs à justifier les déplacements autorisés ;
  - Liste des types d'établissements qui ne peuvent accueillir du public en raison de l'interdiction de tout déplacement de personnes décidée par le préfet de département dans les zones qu'il définit (dans les départements et territoires mentionnés au II de l'annexe 2 du décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020) :
    - Etablissements de type M : Magasins de vente et centres commerciaux, sauf pour les activités relevant de la liste figurant en annexe 3 du décret n° 1262 du 16 octobre 2020 ;
    - Etablissements de type N : Restaurants et débits de boissons, sauf pour leurs activités de livraison et de vente à emporter, le room service des restaurants et bars d'hôtels et la restauration collective en régie et sous contrat ;
    - Etablissements de type EF : Etablissements flottants, pour leur activité de restauration et de débit de boisson, sauf pour leurs activités de livraison et de vente à emporter, le room service des restaurants et bars d'hôtels et la restauration collective en régie et sous contrat ;
    - Etablissements de type T : Etablissements à vocation commerciale destinés à des expositions, des foires-expositions ou des salons ayant un caractère temporaire ;
    - Etablissements de type L : Salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple, sauf pour les salles d'audience des juridictions, les crématoriums et les chambres funéraires ;
    - Etablissements de type X : Etablissements sportifs couverts ;
    - Etablissements de type PA : Etablissements de plein air ;
    - Etablissements de type CTS : Chapiteaux, tentes et structures ;
    - Etablissements de type P : Salles de danse et salles de jeux ;
    - Etablissements de type Y : Musées, salles destinées à recevoir des expositions à vocation culturelle (scientifique, technique ou artistique, etc.), ayant un caractère temporaire ;
    - Etablissements de type S : Bibliothèques, centres de documentation, sauf pour le retrait et la restitution de documents réservés.

- Par dérogation, possibilité pour les établissements de types L et X d'accueillir du public pour :
  - o Les groupes scolaires et périscolaires, sauf pour leurs activités physiques et sportives, et les activités sportives participant à la formation universitaire ;
  - o Toute activité à destination exclusive des mineurs, à l'exception des activités physiques et sportives ;
  - o L'activité des sportifs professionnels et de haut niveau ;
  - o Les activités physiques et sportives des personnes munies d'une prescription médicale ou présentant un handicap reconnu par la maison départementale des personnes handicapées ;
  - o Les formations continues ou des entraînements obligatoires pour le maintien des compétences professionnelles ;
  - o Les épreuves de concours ou d'examens ;
  - o Les événements indispensables à la gestion d'une crise de sécurité civile ou publique et à la continuité de la vie de la Nation ;
  - o Les assemblées délibérantes des collectivités et leurs groupements et les réunions des personnes morales ayant un caractère obligatoire ;
  - o L'accueil des populations vulnérables et les activités en direction des publics en situation de précarité.
- Les établissements sportifs de plein air peuvent accueillir du public pour ces mêmes activités, ainsi que pour :
  - o Les activités physiques et sportives des groupes scolaires et périscolaires ;
  - o Les activités physiques et sportives à destination exclusive des personnes mineures ;
  - o Les activités physiques et sportives des personnes majeures, à l'exception des sports collectifs et des sports de combat.
- Habilitation du préfet de département à interdire l'accueil du public dans d'autres types d'établissements que ceux mentionnés ci-dessus, lorsque les circonstances locales l'exigent.

- **Modifications du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire**

- Obligation pour toute personne âgée de onze ans ou plus entrant par voie terrestre sur le territoire national de présenter le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant son départ, ne concluant pas à une contamination par la covid-19. Par dérogation, cette obligation ne s'applique pas aux :
  - o Déplacements d'une durée inférieure à 24 heures dans un périmètre défini par un rayon de 30 kilomètres autour du lieu de résidence ;
  - o Déplacements professionnels dont l'urgence ou la fréquence est incompatible avec la réalisation d'un tel test ;
  - o Déplacements des professionnels du transport routier dans l'exercice de leur activité ;
- Obligation pour les personnes souhaitant bénéficier de l'une de ces exceptions, de se munir d'un document leur permettant de justifier du motif de leur déplacement ;
- Modification de la jauge pour l'accueil du public dans les magasins de vente et centre commerciaux, relevant de la catégorie M :
  - o Les établissements dont la surface de vente est inférieure à 8 m<sup>2</sup> ne peuvent accueillir qu'un client à la fois ;
  - o Les établissements dont la surface de vente est comprise entre 8m<sup>2</sup> et 400 m<sup>2</sup> ne peuvent accueillir un nombre de clients supérieur à celui permettant de réserver à chacun une surface de 8 m<sup>2</sup> ;
  - o Les autres établissements ne peuvent accueillir un nombre de clients supérieur à celui permettant de réserver à chacun une surface de 10 m<sup>2</sup> ;
  - o La capacité maximale d'accueil de l'établissement est affichée et visible depuis l'extérieur de celui-ci ;

- Possibilité pour le préfet de département, lorsque les circonstances locales l'exigent, de limiter le nombre maximum de clients pouvant être accueillis dans les établissements ci-dessus mentionnés ;
- Fermeture administrative des magasins de vente et centres commerciaux, comportant un ou plusieurs bâtiments dont la surface commerciale utile cumulée calculée est supérieure ou égale à 20 000 m<sup>2</sup> (fermeture concernant également l'activité de retrait de commandes). Par dérogation, autorisation de l'ouverture des magasins de vente relevant des catégories suivantes, y compris au sein des centres commerciaux :
  - Commerce de détail de produits surgelés ;
  - Commerce d'alimentation générale ;
  - Supérettes ;
  - Supermarchés ;
  - Magasins multi-commerces dont l'activité principale est la vente alimentaire ;
  - Hypermarchés ;
  - Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé ;
  - Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé ;
  - Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé ;
  - Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé ;
  - Boulangerie et boulangerie-pâtisserie ;
  - Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé ;
  - Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé.
- Précisions sur les modalités de calcul de la surface commerciale utile :
  - La surface commerciale utile est la surface totale comprenant les surfaces de vente, les bureaux et les réserves, sans déduction de trémie ou poteau et calculée entre les axes des murs mitoyens avec les parties privatives, et les nus extérieurs des murs mitoyens avec les parties communes. La surface est prise en compte indépendamment des interdictions d'accès au public ;
  - Il faut entendre par magasin de vente ou centre commercial tout établissement comprenant un ou plusieurs ensembles de magasins de vente, y compris lorsqu'ils ont un accès direct indépendant, notamment par la voie publique, et éventuellement d'autres établissements recevant du public pouvant communiquer entre eux, qui sont, pour leurs accès et leur évacuation, tributaires de mails clos. L'ensemble des surfaces commerciales utiles sont additionnées pour déterminer l'atteinte du seuil de 20 000 m<sup>2</sup>, y compris en cas de fermeture, même provisoire, de mails clos reliant un ou plusieurs établissements ou bâtiments.
- Les établissements ci-dessus mentionnés, dans lesquels l'accueil du public n'est pas interdit, ne peuvent accueillir du public qu'entre 6 heures et 18 heures, sauf pour les activités suivantes :
  - Entretien, réparation et contrôle techniques de véhicules automobiles, de véhicules, engins et matériels agricoles ;
  - Fourniture nécessaire aux exploitations agricoles ;
  - Distributions alimentaires assurées par des associations caritatives ;
  - Commerce de détail de carburants et combustibles en magasin spécialisé, boutiques associées à ces commerces pour la vente de denrées alimentaires à emporter, hors produits alcoolisés, et équipements sanitaires ouverts aux usagers de la route ;
  - Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé ;
  - Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé ;
  - Hôtels et hébergement similaire ;
  - Location et location-bail de véhicules automobiles ;
  - Location et location-bail de machines et équipements agricoles ;
  - Location et location-bail de machines et équipements pour la construction ;
  - Blanchisserie-teinturerie de gros ;
  - Commerce de gros fournissant les biens et services nécessaires aux activités mentionnées au présent III ;
  - Services publics de santé, de sécurité, de transports et de solidarité ouverts la nuit ;
  - Cliniques vétérinaires et cliniques des écoles vétérinaires ;

- Laboratoires d'analyse ;
  - Refuges et fourrières ;
  - Services de transport ;
  - Toutes activités dans les zones réservées des aéroports ;
  - Services funéraires.
- **Modifications communes aux décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 : interdictions de déplacements de personnes à l'international**
- Sauf s'ils sont fondés sur un motif impérieux d'ordre personnel ou familial, un motif de santé relevant de l'urgence ou un motif professionnel ne pouvant être différés, interdiction des déplacements de personnes :
- Entre le territoire métropolitain et un pays étranger autre que ceux de l'Union européenne, Andorre, l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège, Saint-Marin, le Saint-Siège ou la Suisse ;
  - Au départ ou à destination des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution, à l'exception des déplacements entre la Guadeloupe et la Martinique :
    - Entrée en vigueur à compter du 2 février 2021 à 0 heure pour les déplacements au départ ou en provenance de Guadeloupe, de Martinique, de Saint-Barthélemy ou de Saint-Martin ;
    - Entrée en vigueur à compter du 3 février 2021 à 0 heure pour les déplacements au départ ou en provenance de la Polynésie française.
  - Présentation à l'entreprise de transport, à l'embarquement, d'une déclaration sur l'honneur du motif de son déplacement accompagnée d'un document permettant de justifier du motif du déplacement. A défaut, l'embarquement est refusé et la personne est reconduite à l'extérieur des espaces concernés.

**Décret n° 2021-105 du 2 février 2021 modifiant le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (JORF du 3 février 2021)**

- Elargissement des possibilités d'accueil des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur : le présentiel est ouvert pour l'ensemble des formations et des activités de soutien pédagogique, dans la limite d'un effectif d'usagers n'excédant pas 20 % de la capacité d'accueil de l'établissement. Par cohérence, les dérogations spécifiques antérieurement prévues pour les activités de soutien pédagogique et les travaux dirigés et pratiques sont supprimées.
- Jusqu'au 7 mars 2021 inclus (prolongation d'un mois du dispositif spécifique à la Corse qui devait être levé le 7 février 2021), obligation pour toute personne souhaitant se déplacer à destination de la Corse en provenance du territoire hexagonal de présenter à l'entreprise de transport, avant son embarquement :
- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'elle ne présente pas de symptôme d'infection au covid-19 et qu'elle n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant son trajet;
  - Si elle est âgée de onze ans ou plus, le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant le voyage ne concluant pas à une contamination par le covid-19 (suppression de l'alternative offrant la possibilité d'effectuer un test antigénique à l'arrivée). Par dérogation, cette obligation ne s'applique pas aux professionnels du transport routier dans l'exercice de leur activité.

A défaut de présentation des documents mentionnés ci-dessus, l'embarquement est refusé et la personne est reconduite à l'extérieur des espaces concernés.

## **II. Les mesures prises en application de l'article L. 3131-16 du code de la santé publique**

### **A. Rappel du cadre législatif**

Au titre de l'article L. 3131-16 du code de la santé publique, dans les circonscriptions territoriales où l'état d'urgence sanitaire est déclaré, le ministre chargé de la santé peut prescrire, par arrêté motivé, toute mesure réglementaire relative à l'organisation et au fonctionnement du dispositif de santé, à l'exception des mesures prévues à l'article L. 3131-15, visant à mettre fin à la catastrophe sanitaire mentionnée à l'article L. 3131-12.

Dans les mêmes conditions, le ministre chargé de la santé peut prescrire toute mesure individuelle nécessaire à l'application des mesures prescrites par le Premier ministre en application des 1° à 9° de l'article L. 3131-15.

Les mesures prescrites en application du présent article sont strictement nécessaires et proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu. Il y est mis fin sans délai lorsqu'elles ne sont plus nécessaires.

### **B. Bilan du 30 janvier au 5 février 2021**

Au titre de l'article L. 3131-16 du code de la santé publique, **deux arrêtés** ont été pris par le ministre des solidarités et de la santé au cours de la période considérée.

<b>Arrêté du 30 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (JORF du 31 janvier 2021)</b>
---

- Afin d'assurer la continuité des soins des patients nécessitant une oxygénothérapie à court terme dans un contexte de pathologie à SARS-CoV-2, et par dérogation à la liste mentionnée au premier alinéa de l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale, création d'un forfait hebdomadaire « 1185131 Oxygénothérapie à court terme, COVID, OCT 3.01 » dont les conditions générales d'attribution de l'oxygénothérapie à court terme pour les patients atteints de la covid-19 sont définies en annexe à l'arrêté du 10 juillet 2020 ;
- Prolongation de la campagne de vaccination antigrippale jusqu'au 28 février 2021 ;
- Maintien jusqu'au 31 mars 2021 des dispositions relatives à la valorisation du prélèvement et de l'analyse réalisés dans le cadre d'un examen de détection des antigènes du SARS-CoV-2 par un dispositif médical de diagnostic in vitro mis à disposition dans les conditions spécifiquement prévues pendant la crise sanitaire.

<b>Arrêté du 30 janvier 2021 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 identifiant les zones de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2 (JORF du 31 janvier 2021)</b>
--

- Pour l'application du II de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique, y compris en tant que l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire y renvoie, constituent une zone de circulation de l'infection du virus SARS-CoV-2 l'ensemble des pays du monde à l'exception, pour la France, des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution.



### **III. Les mesures prises en application de l'article L. 3131-17 du code de la santé publique**

#### **Rappel du cadre législatif**

Au titre de l'article L. 3131-17, lorsque le Premier ministre ou le ministre chargé de la santé prennent des mesures mentionnées aux articles L. 3131-15 et L. 3131-16, ils peuvent habilitier le représentant de l'Etat territorialement compétent à prendre toutes les mesures générales ou individuelles d'application de ces dispositions.

Lorsque les mesures prévues aux 1° à 9° de l'article L. 3131-15 et à l'article L. 3131-16 doivent s'appliquer dans un champ géographique qui n'excède pas le territoire d'un département, les autorités mentionnées aux mêmes articles L. 3131-15 et L. 3131-16 peuvent habilitier le représentant de l'Etat dans le département à les décider lui-même. Les décisions sont prises par ce dernier après avis du directeur général de l'agence régionale de santé.

Les mesures générales et individuelles édictées par le représentant de l'Etat dans le département en application du présent article sont strictement nécessaires et proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu. Les mesures individuelles font l'objet d'une information sans délai du procureur de la République territorialement compétent.

En annexe de ce rapport figure un tableau retraçant les mesures prises par les préfets entre le 29 octobre 2020 et le 1<sup>er</sup> février 2021 sur le fondement du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

### **IV. Contentieux liés à l'état d'urgence sanitaire**

Le tableau des contentieux, actualisé à la date du 5 février 2021, figure en annexe.

## Tableau des contentieux liés à l'état d'urgence sanitaire devant les juridictions administratives

(Hors recours relatifs aux arrêtés préfectoraux)

Période du 28 juillet 2020 au 5 février 2021

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
442045	Conseil d'Etat	Requête en annulation et QPC	<p>Requête par laquelle <b>M. Pierre Chanel Tein TUTUGORO et autres</b> demandent au Conseil d'Etat d'annuler les dispositions du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été abrogé, en tant qu'elles concernent la Nouvelle Calédonie.</p> <p><b>QPC portant sur :</b>            « Les dispositions suivantes de l'article 5 de la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire :            - au premier alinéa, les mots : « en Nouvelle-Calédonie et » ;            - au cinquième alinéa, les mots : « à la Nouvelle-Calédonie ou » ;            - au sixième alinéa, les mots : « la Nouvelle-Calédonie ou » ;            ont-elles porté atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit, notamment par l'article 77 de la Constitution, le point 5 de l'Accord mentionné à l'article 76 et les articles 4, 5, 6 et 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ? »</p>
441517	Conseil d'Etat	Requête en annulation	<p>Requête par laquelle <b>le syndicat Fédération CFDT Santé-Sociaux</b> demande au Conseil d'Etat d'annuler le décret n° 2020-711 du 12 juin 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux personnels des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique de l'Etat dans le cadre de l'épidémie de Covid-19.</p>

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
441767	Conseil d'Etat	Requête en annulation	Requête par laquelle <b>M. Emmanuel Sarrazin et autres</b> demandent au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 23 mars 2020 du ministre des solidarités et de la santé prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 6-2 et 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
442581	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Pierre Ciric et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 1, Section I, alinéas 2 et 12 du décret n° 2020-911 du 27 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé et d'ordonner au gouvernement d'abroger ces dispositions ou, à titre subsidiaire, d'enjoindre au gouvernement, s'il a l'intention de mettre en place des tests PCR pour les ressortissants français provenant des pays de la liste 2 bis, d'effectuer ces tests de la même façon que les ressortissants français provenant des pays de la liste 2 ter ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
442628	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p>Requête par laquelle <b>M. Kléber Lachize</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 11 du décret modifié n° 2020-860 du 10 juillet 2020 en tant qu'il fait obligation aux personnes souhaitant se déplacer par transport public aérien à destination du territoire métropolitain depuis un pays étranger mentionné sur la liste figurant en annexe 2 bis, à tout le moins les États-Unis, de présenter à l'embarquement le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de soixante-douze heures avant le vol ne concluant pas à une contamination par le covid-19 ; 2°) d'enjoindre à l'administration de prendre, dans un délai de quarante-huit heures à compter de la notification de l'ordonnance à intervenir, toute autre mesure permettant de sauvegarder au profit de monsieur Lachize l'exercice effectif de sa liberté d'aller et venir ; 3°) de mettre à la charge de l'État la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.</p>
442536	Conseil d'Etat	Requête en annulation	<p>Requête par laquelle <b>la société Restalliance</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler pour excès de pouvoir, à titre principal, le décret n° 2020-681 du 5 juin 2020 en tant qu'il ne prévoit pas que les financements complémentaires peuvent couvrir également des éléments de rémunérations supplémentaires des prestataires leur permettant de verser une prime à leurs personnels de toutes catégories mobilisés au sein des établissements mentionnés à l'article L. 314-2 du code de l'action sociale et des familles et, à titre subsidiaire, l'annulation simple du décret, 2°) d'enjoindre à l'Etat de prendre les mesures nécessaires assurant le financement et prévoyant les modalités de versement d'une prime exceptionnelle à destination des salariés des prestataires des établissements sociaux et médico-sociaux présents dans ces établissements lors de l'épidémie de Covid-19 et 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.</p>

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
442191	Conseil d'Etat	Requête en annulation	Requête par laquelle <b>Mme Isabelle PAILLOT</b> demande au Conseil d'Etat d'annuler le décret n° 2020-884 du 17 juillet 2020 concernant le port du masque obligatoire dans les lieux publics clos à compter du lundi 20 juillet 2020.
443074	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>le Collectif C19</b> et autre demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre d'adopter, sans délai, toute mesure réglementaire de nature à imposer, en toutes circonstances, le port du masque chirurgical ou plus protecteur, dans les établissements scolaires et universitaires, sous astreinte de 500 euros par jour de retard dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'ordonnance à intervenir ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
443416	Conseil d'Etat	Contentieux au fond (requête en annulation)	Requête par laquelle <b>Mme Juliette Renciot</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler le décret n° 2020-1048 du 14 août 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation ; 2°) de réviser ce décret de sorte que toutes les entreprises puissent en bénéficier sur la base de critères raisonnables ; 3°) de lui verser une indemnité d'un montant de 10 000 euros pour réparer le préjudice matériel portant atteinte à ses intérêts financiers ainsi que le remboursement des frais de procédure.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
443999	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>Mme Claire Binisti</b> et autres demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaires et dans ceux où il a été prorogé ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
443997	Conseil d'Etat	Contentieux au fond (requête en annulation)	Requête par laquelle <b>Mme Claire BINISTI</b> et autres demandent au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 15 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445092	Conseil d'Etat	Référé-suspension	<p>Requête par laquelle <b>M. Sylvain Berthias</b> et autres demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, 1°) de suspendre les articles 1<sup>er</sup>, 2, 8, 11, 15, 21, 27, 36, 38, 40, 44, 45 et 47 du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 et l'annexe 1 modifiés par le décret n° 2020-884 du 17 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, en ce qu'ils imposent, de manière générale, le port du masque dans différents lieux publics et privés ; 2°) d'enjoindre à l'Etat de porter à 15 ans l'obligation de port du masque, de prévoir les exemptions de port du masque pour les personnes atteintes de maladies chroniques et les personnes atteintes d'un handicap, de fixer des critères de déclenchement objectifs et fiables de port du masque basés notamment sur le taux de reproduction et le nombre de décès, d'hospitalisations et de passages en réanimation, de fixer le seuil CT pour tout test PCR-RT à 35 cycles maximum pour tous les laboratoires opérant sur le territoire français, de mettre en place un système de comptage des cas positifs évitant qu'une même personne porteuse du covid-19 soit comptée plusieurs fois, de produire dans un délai de 15 jours les données corrigées pour la période allant du 1er août à ce jour ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.</p>

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
444851	Conseil d'Etat	REP	<p><b>M. Daniel GABÉ / PREMIER MINISTRE</b>  Requête par laquelle M. GABE Gabriel demande au Conseil d'Etat d'annuler, d'une part, les décrets n° 2020-860 du 10 juillet 2020 et n° 2020-884 du 17 juillet 2020 modifiant le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé et, d'autre part, l'arrêté n° 2020-0066 rendant obligatoire le port du masque à Paris et sur les emprises des trois aéroports parisiens.</p>
445367	Conseil d'Etat	Référé-suspension	<p><b>M. Paul CASSIA / MINISTERE DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE</b>  Requête par laquelle M. Paul Cassia demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, de suspendre l'exécution du décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire.</p>



N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445430	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p><b>M. Paul CASSIA / MINISTERE DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE</b>  Requête par laquelle M. Paul Cassia et autres demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 51 du décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) à titre subsidiaire, de suspendre l'exécution de l'article 51 du décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 en tant qu'il fait obligation aux préfets de certains départements, dans les zones qu'ils définissent, à instaurer un couvre-feu avant 22h30.</p>
445559	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Joachim Son Forget</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'annuler, ou à défaut de suspendre, le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ; 2°) d'annuler, ou à défaut de suspendre, la décision par laquelle le Président de la République a ordonné un couvre-feu en Ile-de-France et pour Grenoble, Lille, Lyon, Aix-Marseille, Saint-Etienne, Rouen, Montpellier et Toulouse.
445366	Conseil d'Etat	Recours pour excès de pouvoir	Requête par laquelle <b>M. Paul Cassia</b> demande au Conseil d'Etat d'annuler pour excès de pouvoir le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire.
445637	Conseil d'Etat	Référé-liberté (+ QPC)	Requête par laquelle <b>M. Sylvian Berthias et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) à titre principal, de suspendre le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence ; 2°) à titre subsidiaire, d'enjoindre au Président de la République de préciser

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			<p>et de limiter les circonscriptions administratives objectivement concernées, de communiquer sans délai l'ensemble des données scientifiques justifiant ledit décret, ainsi que les données permettant le calcul du taux d'occupation des lits en réanimation et en soins intensifs ainsi que les données brutes de calcul sur les trois dernières semaines ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.</p> <p>Ordonnance du 29/10/2020 (référé) : rejet</p>
445825	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p>Requête par laquelle <b>l'association Civitas</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre d'autoriser toute cérémonie religieuse sous réserve de restrictions strictement limitées à l'ordre public ne permettant pas une interdiction générale et absolue de ces cérémonies, sans délai à compter de la notification de l'ordonnance à intervenir, sous astreinte de 5 000 euros par jour de retard, 2°) de suspendre l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.</p>
445827	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p>Requête par laquelle <b>M. Jean-Dominique Bunel</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre de modifier, dans un délai de huit jours à compter de la notification à intervenir, en application de l'article L. 3132-15 du code de la santé publique, les dispositions de l'article 47, I, II et III du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prenant les seules mesures sanitaires strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus par les</p>

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			fidèles assistant aux offices religieux dans les églises ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 500 euros au titre des articles 37 de la loi du 10 juillet 1991 et L. 761-1 du code de justice administrative.
445850	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Nolwenn Dardis</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, d'annuler le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.
445852	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Paul-Antoine Donnier</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner toutes mesures utiles visant à permettre l'exercice immédiat de la liberté du culte et de la liberté religieuse, dans le respect des précautions sanitaires, dans les établissements du culte, sur tout le territoire national, notamment en suspendant les dispositions de l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 30 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 150 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.
445853	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Jean-Benoît Harel et Mme Geneviève Chotard</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner toutes mesures utiles afin de faire cesser l'atteinte grave et manifestement illégale portée aux libertés fondamentales par le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, 2°) de suspendre ce décret en ce qu'il interdit tout rassemblement ou réunion au sein des établissements de culte à l'exception des cérémonies funéraires dans la limite de 30

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			personnes, 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445856	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Bernard Ginoux, évêque de Montauban</b> et <b>M. Marc Aillet, évêque de Bayonne</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner la suspension de l'exécution des articles 4 et 47 du décret n° 2020-1310 du 29 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, 2°) d'enjoindre au Premier ministre de modifier sans délai les dispositions de ces articles pour permettre la célébration des offices dans les édifices du culte dans les conditions de nature à permettre les déplacements des personnes pour se rendre dans les édifices du culte, 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 4 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445857	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Aymeric Druesne</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'annuler ou de suspendre le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, ou, à titre subsidiaire, d'enjoindre au Premier Ministre d'aménager dans des limites mieux proportionnées et plus larges l'exception de se déplacer autour de son domicile dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal d'un kilomètre autour du domicile, 2°) d'enjoindre au Premier Ministre de prendre des mesures appropriées et proportionnées pour que les avocats, dans le cadre de leur déplacement professionnel, n'aient à justifier que de leur carte professionnelle à l'exclusion d'une attestation et des motifs de ce déplacement.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445859	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>M. Rémi Rouquette</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, la suspension de l'exécution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en tant qu'il fixe une durée d'une heure et une distance d'un kilomètre pour l'activité physique individuelle des personnes, la promenade et les besoins des animaux de compagnie.
445860	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Rémi Rouquette</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, d'enjoindre au Premier ministre d'augmenter significativement la durée et la distance autorisées pour l'activité physique individuelle des personnes, la promenade et les besoins des animaux de compagnie prévues par l'article 4 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.
445865	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>l'association culturelle Fraternité sacerdotale Saint-Pierre et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, la suspension de l'exécution des articles 4 et 47 - I du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.
445868	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Laurent Pelé</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre ou d'annuler l'exécution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en tant qu'il interdit l'accès à tout public, y

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			compris aux clients des chambres, de l'espace restauration ou débit de boisson des hôtels ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 300 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445869	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Eldrich Mentonca Martins</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 36 II points 3 et 5 et annexe point II du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) de supprimer l'article 36 II points 3 et 5 et annexe point II de ce décret.
445878	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>la Fédération départementale des associations familiales catholiques du Bas-Rhin et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 47-I du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 ; 2°) d'ordonner au gouvernement, d'une part, de prendre toutes mesures nécessaires à la sauvegarde de la liberté fondamentale du culte et, d'autre part, d'adopter sous 24 heures, et au plus tard pour le 7 novembre, les dispositions et mesures sanitaires proportionnées nécessaires au respect de l'exercice du culte et mises en œuvre sous la responsabilité des propriétaires et affectataires des édifices culturels ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros pour chacune des requérantes au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445879	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Sébastien Kollen et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre, au ministre des solidarités et de la santé, au ministre de l'intérieur et au ministre des outre-mer de modifier, sans délai, les dispositions du I de

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 en prenant les mesures strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriés aux circonstances de temps et de lieu applicables pendant le confinement pour encadrer les rassemblements et réunions dans les établissements de culte ; 2°) de mettre à la charge de ces ministres la somme de 1 euro au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445883	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>la société Le Poirier-au-Loup</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, d'enjoindre au Premier ministre de rétablir le droit de vendre des livres neufs ou d'occasion dans le respect des mêmes règles sanitaires que celles imposées aux commerces ouverts
445886	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>la société Le Poirier-au-Loup</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, de suspendre l'article 37 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.
445887	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>l'association Fondation service politique</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) de mettre à la charge la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445888	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p>Requête par laquelle <b>la société Rol-Mobex France</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) à titre principal, d'une part, de suspendre l'exécution de l'article 37 du décret n° 2020-1310 en date du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaire pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et, d'autre part, d'enjoindre au Premier ministre d'abroger cet article ou, à titre subsidiaire, d'enjoindre au Premier ministre d'ajouter la liste de l'article 37 du décret n° 2020-1310 en date du 29 octobre 2020 les magasins de meubles dans un délai de trois jours et sous astreinte de 5 000 euros par jour de retard ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.</p>
445889	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p>Requête par laquelle <b>Via - La voie du peuple</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) d'enjoindre à l'Etat, dans un délai de trois jours à compter de l'ordonnance à intervenir et sous astreinte de 10 000 euros par jour de retard, d'une part, de modifier les dispositions du I de l'article 47 de ce décret en prenant les mesures strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus pour encadrer les rassemblements et réunions dans les établissements de culte et, d'autre part, de modifier le I de l'article 4 de ce décret en autorisant à titre dérogatoire les déplacements entre le lieu de résidence et un lieu de culte ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.</p>



N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445890	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p>Requête par laquelle <b>Mgr Dominique Rey et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre de modifier, dans un délai de quatre jours à compter de la notification de l'ordonnance à intervenir et sous astreinte de 100 000 euros par jour de retard, d'une part, l'article 4 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, afin de permettre aux personnes de se rendre à un lieu de culte distant de plus d'un kilomètre de leur domicile et sans condition de durée, et de prendre en compte la situation particulière des aumôniers et ministres des cultes appelés à se rendre au chevet de leurs fidèles et, d'autre part, l'article 47 de ce décret pour encadrer les rassemblements et réunions dans les établissements de culte en limitant leur durée à 90 minutes et en prescrivant toutes les mesures utiles à la prévention de la propagation du virus ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 800 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.</p>
445895	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p>Requête par laquelle <b>Mme Anne Bourguet, épouse Blanc, et autre,</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de <b>suspendre l'exécution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</b> en tant que, d'une part, il interdit tout rassemblement ou réunion au sein des établissements de culte à l'exception des cérémonies funéraires dans la limite de 30 personnes, et, d'autre part, il interdit aux fidèles de se déplacer pour se rendre dans leur lieu de culte ; d'ordonner toutes mesures qu'il estimera utiles afin de faire cesser l'atteinte grave et manifestement illégale portée à leurs libertés fondamentales ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de de 2 000 euros pour chacune</p>

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			des requérantes sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445784	Conseil d'Etat	Recours pour excès de pouvoir	Requête par laquelle la <b>société Urban Soccer Ouest</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler l'article 51-II du décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en ce qu'il interdit l'ouverture des ERP de type X accueillant exclusivement l'activité de foot en salle ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative
445821	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Philippe Tourrou</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution du décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ou, à titre subsidiaire, de suspendre l'article 4 de ce décret ; 2°) d'enjoindre au gouvernement, d'une part, d'abroger ce décret et, d'autre part, de dissoudre le comité des scientifiques désigné dans le cadre du premier état d'urgence sanitaire ou, à titre subsidiaire, d'abroger l'article 4 de ce décret ou, à titre plus subsidiaire, d'une part, d'autoriser les visites aux personnes sans distinction de leur âge ou de la structure dans laquelle ils résident (EPHAD, maison de retraite, résidence étudiante, appartement, maison, etc.) et, d'autre part, de nommer au comité des scientifiques des personnes qualifiées dans le domaine de la santé mentale.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445825			Requête par laquelle <b>l'association Civitas</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre d'autoriser toute cérémonie religieuse sous réserve de restrictions strictement limitées à l'ordre public ne permettant pas une interdiction générale et absolue de ces cérémonies, sans délai à compter de la notification de l'ordonnance à intervenir, sous astreinte de 5 000 euros par jour de retard, 2°) de suspendre l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.
445827	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle M. <b>Jean-Dominique Bunel</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre de modifier, dans un délai de huit jours à compter de la notification à intervenir, en application de l'article L. 3132-15 du code de la santé publique, les dispositions de l'article 47, I, II et III du décret n° 2020-1310 du 29 mars 2020 prenant les seules mesures sanitaires strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus par les fidèles assistant aux offices religieux dans les églises ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 500 euros au titre des articles 37 de la loi du 10 juillet 1991 et L. 761-1 du code de justice administrative.
445837	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>l'association Robin des lois</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre de compléter l'article 4-7 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, en permettant par dérogation le déplacement des familles leur permettant de se rendre dans les centres de détention et maison d'arrêt aux fins de visite des personnes privées de liberté, 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445839	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Julie Dénès</b> , agissant en son nom propre et au nom de ses enfants mineurs Yanis et Thibaut Dénès Mansouri, demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, de suspendre l'exécution de l'article 36 II points 3 et 5 et annexe point II du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.
445850	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle Mme <b>Nolwenn Dardis</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, d'annuler le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.
445853	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Jean-Benoît Harel et Mme Geneviève Chotard</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner toutes mesures utiles afin de faire cesser l'atteinte grave et manifestement illégale portée aux libertés fondamentales par le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures

N° de dossier	Jurisdiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, 2°) de suspendre ce décret en ce qu'il interdit tout rassemblement ou réunion au sein des établissements de culte à l'exception des cérémonies funéraires dans la limite de 30 personnes, 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445856	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Bernard Ginoux, évêque de Montauban et M. Marc Aillet, évêque de Bayonne</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner la suspension de l'exécution des articles 4 et 47 du décret n° 2020-1310 du 29 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, 2°) d'enjoindre au Premier ministre de modifier sans délai les dispositions de ces articles pour permettre la célébration des offices dans les édifices du culte dans les conditions de nature à permettre les déplacements des personnes pour se rendre dans les édifices du culte, 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 4 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445857	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Aymeric Druesne</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'annuler ou de suspendre le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, ou, à titre subsidiaire, d'enjoindre au Premier Ministre d'aménager dans des limites mieux proportionnées et plus larges l'exception de se déplacer autour de son domicile dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal d'un kilomètre autour du domicile, 2°) d'enjoindre au Premier Ministre de prendre des

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			mesures appropriées et proportionnées pour que les avocats, dans le cadre de leur déplacement professionnel, n'aient à justifier que de leur carte professionnelle à l'exclusion d'une attestation et des motifs de ce déplacement.
445858	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Arnaud Freulet</b> et autres demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) à titre principal, d'enjoindre, sous huit jours au Premier ministre, le retrait et l'abrogation de l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, en tant qu'il a pour effet d'interdire le libre exercice public du culte divin dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle à l'intérieur des édifices culturels, et d'ajouter aux exceptions de l'article 4 de ce décret, celle de l'assistance au culte public divin dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ou, à titre subsidiaire, d'enjoindre au Premier ministre d'ajouter aux exceptions de l'article 4 de ce décret, celle de l'assistance au culte public divin dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle selon les principes de subsidiarité et de proportionnalité en fonction de critères exclusivement objectifs tels que leur superficie, leur configuration, leur plan de circulation, leur hygiène et leur propreté, afin de garantir le droit de rassemblement et de réunion dans les lieux de culte ou, à titre très subsidiaire, d'aménager ce décret de telle sorte que l'évêque puisse, sans enfreindre la réglementation, permettre certains rassemblements ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445859	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>M. Rémi Rouquette</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, la suspension de l'exécution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en tant qu'il fixe une durée d'une heure et une distance d'un kilomètre pour l'activité physique individuelle des personnes, la promenade et les besoins des animaux de compagnie.
445860	Conseil d'Etat	Référé-liberté	équête par laquelle <b>M. Rémi Rouquette</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, d'enjoindre au Premier ministre d'augmenter significativement la durée et la distance autorisées pour l'activité physique individuelle des personnes, la promenade et les besoins des animaux de compagnie prévues par l'article 4 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.
445865	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>l'association culturelle Fraternité sacerdotale Saint-Pierre et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, la suspension de l'exécution des articles 4 et 47 - I du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445868	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Laurent Pelé</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre ou d'annuler l'exécution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en tant qu'il interdit l'accès à tout public, y compris aux clients des chambres, de l'espace restauration ou débit de boisson des hôtels ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 300 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445869	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Eldrich Mendonça Martins</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 36 II points 3 et 5 et annexe point II du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) de supprimer l'article 36 II points 3 et 5 et annexe point II de ce décret.
445899	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Charles Prats</b> et autre demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 37 I du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en ce qu'il s'applique aux libraires ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 10 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.



N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445911	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Michel Pageard et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre de prendre les mesures nécessaires au libre exercice des cultes à compter du 3 novembre 2020 ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 150 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445933	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mgr Eric Aumonier et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre de modifier, dans un délai de quatre jours à compter de la notification de l'ordonnance à intervenir et sous astreinte de 100 000 euros par jour de retard, d'une part, l'article 4 du décret n° n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 afin de permettre aux personnes de se rendre à un lieu de culte distant de plus d'un kilomètre de leur domicile et sans condition de durée, et de prendre en compte la situation particulière des aumôniers et ministres des cultes appelés à se rendre au chevet de leurs fidèles, d'autre part, de l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 pour encadrer les rassemblements et réunions dans les établissements de culte en limitant leur durée à 90 minutes et en prescrivant toutes les mesures utiles à la prévention de la propagation du virus covid-19 ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445934	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Michel Pageard et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre de prendre les mesures nécessaires au libre exercice des cultes à compter du 3 novembre 2020 ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 150 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445938	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p>Requête par laquelle la <b>Conférence des évêques de France et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre de modifier sans délai, d'une part, les dispositions de l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 en prenant les mesures strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu pour encadrer les rassemblements et réunions dans les établissements de culte dans le cadre du libre exercice du culte, et, d'autre part, les dispositions de l'article 4 du même décret en prévoyant à cette fin une dérogation à l'interdiction des déplacements des personnes ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.</p>
445939	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p>Requête par laquelle <b>M. Louis-Emmanuel Meyer et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en ce qu'il dispose que "Tout rassemblement ou réunion (au sein des lieux de culte) est interdit à l'exception des cérémonies funéraires dans la limite de trois personnes" ; 2°) d'enjoindre à l'Etat, dans un délai de trois jours à compter de l'ordonnance à intervenir, sous astreinte de 10 000 euros par jour de retard à l'expiration de ce délai, de modifier, d'une part, les dispositions de l'article 47 I du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 en prenant</p>

N° de dossier	Jurisdiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			les mesures strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus pour encadrer les rassemblements et réunions dans les lieux de culte, d'autre part, l'article 4 I du même décret en autorisant à titre dérogatoire les déplacements entre le lieu de résidence et un lieu de culte : 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administratif.
445942	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mgr Xavier Malle</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre les articles 47 et 4 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) d'enjoindre à l'Etat de modifier sans délai les dispositions de ces articles pour permettre, d'une part, la célébration des offices dans les édifices du culte dans les conditions de nature à permettre le respect des dispositions de l'article 1er, d'autre part, les déplacements des personnes pour se rendre dans les édifices du culte ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 4 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administratif.
445948	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Marie Paitier et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 47-I du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en tant qu'il prévoit que tout rassemblement ou réunion au sein des établissements de culte, relevant de la catégorie V est interdit à l'exception des cérémonies funéraires dans la limite de 30 personnes ; 2°) à titre subsidiaire, d'enjoindre au Premier ministre de modifier, dans un délai de cinq jours à compter de la notification de

N° de dossier	Jurisdiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			l'ordonnance qui sera prise, en application de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique, l'article 47-I du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 en prenant les mesures strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu applicables en ce début de « deuxième vague » pour encadrer les rassemblements et réunions dans les établissements de culte ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 euro au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445955	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle la <b>Société cléricale Saint Pie X</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 ; 2°) d'enjoindre au Premier ministre de prendre, dans un délai de quarante-huit heures, toutes mesures propres à permettre l'organisation de manifestations religieuses, dans des conditions de sécurité sanitaire proportionnées, à l'intérieur des édifices culturels, et d'ajouter aux exceptions à l'interdiction de déplacement de l'article 4 le déplacement pour se rendre dans un lieu de culte ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 4 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445879	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Sébastien Kollen</b> et autres demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre, au ministre des solidarités et de la santé, au ministre de l'intérieur et au ministre des outre-mer de modifier, sans délai, les dispositions du I de l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 en prenant les mesures strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriés aux circonstances de temps et de lieu applicables pendant le confinement pour encadrer les rassemblements et réunions dans les

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			établissements de culte ; 2°) de mettre à la charge de ces ministres la somme de 1 euro au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445887	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>l'association Fondation service politique</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) de mettre à la charge la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445895	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Anne Bourguet</b> , épouse Blanc, et autre, demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en tant que, d'une part, il interdit tout rassemblement ou réunion au sein des établissements de culte à l'exception des cérémonies funéraires dans la limite de 30 personnes, et, d'autre part, il interdit aux fidèles de se déplacer pour se rendre dans leur lieu de culte ; d'ordonner toutes mesures qu'il estimera utiles afin de faire cesser l'atteinte grave et manifestement illégale portée à leurs libertés fondamentales ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de de 2 000 euros pour chacune des requérantes sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445878	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle la <b>Fédération départementale des associations familiales catholiques du Bas-Rhin et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 47-I du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 ; 2°) d'ordonner au gouvernement, d'une part, de prendre toutes mesures nécessaires à la sauvegarde de la liberté fondamentale du culte et, d'autre part, d'adopter sous 24 heures, et au plus tard pour le 7 novembre, les dispositions et mesures sanitaires proportionnées nécessaires au respect de l'exercice du culte et mises en oeuvre sous la responsabilité des propriétaires et affectataires des édifices culturels ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros pour chacune des requérantes au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445883	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle la <b>société Le Poirier-au-Loup</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, d'enjoindre au Premier ministre de rétablir le droit de vendre des livres neufs ou d'occasion dans le respect des mêmes règles sanitaires que celles imposées aux commerces ouverts.
445886	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle la <b>société Le Poirier-au-Loup</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, de suspendre l'article 37 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445888	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p>Requête par laquelle la <b>société Rol-Mobex France</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) à titre principal, d'une part, de suspendre l'exécution de l'article 37 du décret n° 2020-1310 en date du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaire pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et, d'autre part, d'enjoindre au Premier ministre d'abroger cet article ou, à titre subsidiaire, d'enjoindre au Premier ministre d'ajouter la liste de l'article 37 du décret n° 2020-1310 en date du 29 octobre 2020 les magasins de meubles dans un délai de trois jours et sous astreinte de 5 000 euros par jour de retard ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.</p>
445889	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p>Requête par laquelle <b>Via - La voie du peuple</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) d'enjoindre à l'Etat, dans un délai de trois jours à compter de l'ordonnance à intervenir et sous astreinte de 10 000 euros par jour de retard, d'une part, de modifier les dispositions du I de l'article 47 de ce décret en prenant les mesures strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus pour encadrer les rassemblements et réunions dans les établissements de culte et, d'autre part, de modifier le I de l'article 4 de ce décret en autorisant à titre dérogatoire les déplacements entre le lieu de résidence et un lieu de culte ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.</p>

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445890	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mgr Dominique Rey</b> et autres demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre de modifier, dans un délai de quatre jours à compter de la notification de l'ordonnance à intervenir et sous astreinte de 100 000 euros par jour de retard, d'une part, l'article 4 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 afin de permettre aux personnes de se rendre à un lieu de culte distant de plus d'un kilomètre de leur domicile et sans condition de durée, et de prendre en compte la situation particulière des aumôniers et ministres des cultes appelés à se rendre au chevet de leurs fidèles, d'autre part, de l'article 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 pour encadrer les rassemblements et réunions dans les établissements de culte en limitant leur durée à 90 minutes et en prescrivant toutes les mesures utiles à la prévention de la propagation du virus covid-19 ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 800 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445967	Conseil d'Etat	Recours pour excès de pouvoir	Requête par laquelle la <b>société Urban Soccer Ouest</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler l'article 42-I du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en ce qu'il interdit l'ouverture des ERP de type X accueillant exclusivement l'activité de foot en salle ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative
445983	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Thomas Heidmann et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre les articles 1 et 36 ainsi que l'annexe 1 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020



N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			<p>prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) à titre subsidiaire, d'enjoindre au Premier ministre, d'une part, de dispenser les enfants de 6 à 10 ans de l'obligation de porter un masque : - en classe, - en cas de pratique physique ou sportive en lieu couvert ou extérieur dans le cadre scolaire ou périscolaire, - en extérieur dans le cadre scolaire ou périscolaire, - lorsqu'ils sont atteints de handicap, d'un trouble de l'apprentissage ou du comportement, d'une maladie chronique, d'autre part, de fixer le seuil d'incidence à partir duquel l'obligation de porter un masque pour les 6-10 ans doit être levée et conférer au maire le pouvoir de lever cette obligation, enfin, d'imposer l'utilisation d'un test PCR-RT standardisé, de restreindre les tests PCR-RT utilisables en France aux seuls 52 tests validés par le CNR et d'imposer la mention du seuil CT utilisé par le laboratoire sur le compte-rendu de résultat du test PCR-RT pratiqué.</p>
446194	Conseil d'Etat	Référé-liberté	<p>Requête par laquelle la <b>société "La Suite Villa"</b> et autres demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) à titre principal, de suspendre l'exécution de l'article 55 et l'annexe 2 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en tant qu'ils rendent applicables les dispositions de ce décret à la Collectivité territoriale de Martinique ; 2°) à titre subsidiaire, de suspendre l'exécution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 en tant qu'il n'autorise pas le représentant de l'Etat en Martinique à adopter des mesures moins restrictives en matière de trajets, déplacements des personnes et en matière d'ouverture de commerces dits « non essentiels » lorsque les circonstances locales le permettent ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 300 euros à verser à</p>

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			chacun des requérants au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
446310	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Anne-Charlotte Lambert et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat d'ordonner, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au ministre de l'éducation nationale, à titre principal, de reconsidérer sa position et de retirer le 3° et le 5° du II de l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, à titre subsidiaire, de préciser sa politique de port du masque pour les enfants scolarisés en école élémentaire en prenant en considération les recommandations de l'OMS, en tout état de cause, de bien vouloir prendre des mesures pour permettre aux parents qui ne souhaiteraient pas que leurs enfants dès l'âge de 6 ans passent la journée de classe masqués de faire bénéficier lesdits enfants d'une continuité du service public de l'éducation, au nom d'une liberté fondamentale du droit à l'éducation, ce par d'autres biais que la présence physique des enfants à l'école élémentaire ou dans les structures mentionnées au II de l'article R. 227-1 du code de l'action sociale et des familles et au troisième alinéa de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique ; 2°) de mettre à la charge du ministre de l'éducation nationale la somme de 2 200 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445667	Conseil d'Etat	Contentieux au fond (requête en annulation).	Requête par laquelle <b>l'Association le Cercle droit et liberté</b> et autres demandent au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler le l'article 51 I du décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			sanitaire ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat le versement d'une somme de 10 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445861	Conseil d'Etat	Contentieux au fond (requête en annulation).	Requête par laquelle <b>M. Rémi ROUQUETTE</b> demande au Conseil d'Etat d'annuler, à titre principal, l'article 4 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, en tant qu'il limite à un kilomètre et à une heure les sorties du domicile liées «soit à l'activité physique individuelle des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et de toute proximité avec d'autres personnes, soit à la promenade avec les seules personnes regroupées dans un même domicile, soit aux besoins des animaux de compagnie», à titre subsidiaire, si ces limitations sont considérées comme indivisibles du reste de l'article 4, l'annulation totale de l'article 4 du décret 2020-1310 du 29 octobre 2020
445898	Conseil d'Etat	Contentieux au fond (requête en annulation).	Requête par laquelle la <b>Commune d'Evreux</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) de condamner l'Etat à lui verser la somme de 1 euro au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445950	Conseil d'Etat	Contentieux au fond (requête en annulation).	Requête par laquelle la <b>société Atelier du Sourcil SAS</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 6 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
445959	Conseil d'Etat	Contentieux au fond. (requête en annulation)	Requête par laquelle la <b>Commune de Coubron et autres</b> demandent au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler l'article 37 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.
445961	Conseil d'Etat	Contentieux au fond (requête en annulation).	Requête par laquelle la <b>société F&amp;F Restauration</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler l'article 37 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) d'enjoindre à l'Etat, sans délai de prendre les mesures suivantes, réouverture administrative après contrôle sanitaire réalisé préalablement et fixant précisément les conditions de la réouverture, si la réouverture n'est pas possible, que l'Etat couvre la marge bénéficiaire réalisée par l'établissement à la même époque les années précédentes, si la réouverture est possible mais insuffisamment rentable que l'Etat couvre la marge bénéficiaire manquante dû aux conditions restrictives imposées par la pandémie, si le restaurant souhaite diversifier son offre en se lançant dans la restauration à emporter en raison de la crise que l'Etat prenne en charge les frais engendrés par le développement de cette activité, si aucune des mesures n'est possible à ce qu'il soit enjoint à l'Etat de réexaminer sans délai sa décision de fermeture administrative à l'égard du requérant ; 3°) d'assortir cette injonction de la somme de 150 euro par jour de retard à compter de la décision à intervenir ; 4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
446077	Conseil d'Etat	Contentieux au fond (requête en annulation).	Requête par laquelle <b>M. Jean-Dominique Louis Alphonse BUNEL</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler les articles 3, 4 et 47 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de rétablir au plus vite la liberté des catholiques d'exercer leurs cultes, et tout particulièrement d'assister en public et dans des églises aux cérémonies de baptême, de confirmation, de communion eucharistique, d'administration du mariage et de la consécration

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			épiscopale, sacerdotale et diaconale, sans autre restriction que l'application de mesures de distanciation sociales et autres, strictement proportionnées aux risques sanitaires qu'elles font courir à la population ; 3°) de mettre à la charge de l'état les sommes de 5 000 euros et 2 500 euros au titre des articles L. 761-1 et 37 et 75 de la loi du 10 juillet 1991 du code de justice administrative.
446079	Conseil d'Etat	Contentieux au fond (requête en annulation).	Requête par laquelle <b>Mme Rebecca CAGE</b> demande au Conseil d'Etat d'annuler l'article 4 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.
446342	Conseil d'Etat	Contentieux au fond (requête en annulation).	Requête par laquelle <b>M. Michel Evano</b> demande au Conseil d'Etat d'annuler l'article 37 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.
446715	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH)</b> et autres demandent au Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, de suspendre l'exécution de l'article 40 du décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire interdisant toute activité aux restaurants traditionnels et aux débits de boisson ; 2°) d'enjoindre au Gouvernement de communiquer toutes informations et documents de nature à fonder les mesures de police administrative litigieuses ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 500 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
446816	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle le <b>Conseil National des Barreaux et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil, 1°) statuant sur le fondement de l'article L. 521-2 du code justice, de suspendre l'exécution de l'article 2 de l'ordonnance N° 2020-1401 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière pénale, 2°) de mettre à la charge de l'Etat le versement d'une somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445894	Conseil d'Etat	Contentieux au fond (requête en annulation).	Requête par laquelle <b>M. Frédéric MUSSET</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler partiellement l'article 4 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, tendant, d'une part, à l'annulation des limitations de l'amplitude horaire et géographique posées par le point 6. de la dérogation à l'interdiction générale de déplacement et, d'autre part, à l'annulation de la nécessité d'avoir à justifier son déplacement dans un rayon de 5 kilomètres autour de son domicile ; 2°) d'enjoindre le Premier Ministre de modifier le contenu des alinéas contestés.
446930	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>l'association Civitas</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'interdiction de pouvoir organiser des offices religieux de plus de trente personnes avant le dimanche 29 novembre ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.
446941	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle la <b>Conférence des évêques de France et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre de modifier sa décision de limiter à 30 personnes l'accueil dans les lieux de culte et d'appliquer à la participation du public aux cérémonies religieuses une jauge de 30% de la capacité globale d'accueil du lieu de culte concerné, dans les respects des mesures sanitaires barrières ;

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			2°) subsidiairement, d'enjoindre au Premier ministre de modifier sa décision et de prendre toute mesure permettant une assistance plus importante aux offices religieux et adaptée aux lieux de cultes concernés ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
446968	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Michel Aupetit</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre de modifier la décision résultant de la déclaration du Président de la République du 25 novembre 2020 et de la déclaration du Premier ministre du 26 novembre 2020, n'autorisant la célébration du culte qu'en présence d'une assemblée limitée à 30 personnes et de prendre, dès le prononcé de la notification de l'ordonnance, les mesures appropriées permettant d'assurer pleinement la liberté de culte en autorisant notamment une assistance plus importante aux offices religieux et adaptée et proportionnée aux lieux de cultes concernés ; 2°) de mettre à la charge l'Etat la somme de 4 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de la justice administrative.
446975	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>l'Association pour la messe</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre de modifier sa décision du 26 novembre 2020 afin de permettre un exercice effectif de la liberté de culte sous ses exigences sanitaires réalistes, le cas échéant en appliquant aux réunions ou rassemblements dans les établissements de culte une restriction du nombre de participants proportionnelle à superficie de chaque lieu de culte ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
446732	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) et autres</b> demandent au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler l'article 40 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
446904	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>le Syndicat des avocats de France et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat d'ordonner, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, la suspension de l'exécution des articles 4 et 5 de l'ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés.
446981	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>le Conseil national des barreaux et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution des articles 4, 5 et 6 de l'ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés ; 2°) d'enjoindre au gouvernement d'abroger ces dispositions ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 4 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.



N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
447015	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Paul Cassia</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, d'enjoindre au Premier ministre de modifier, dans un délai de trois jours, l'article 34 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire modifié par le décret n° 2020-1331 du 2 novembre 2020, en prenant les mesures strictement proportionnées d'encadrement des enseignements et des réunions dans les établissements de l'enseignement public supérieur.
447045	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>la société Vita Liberté la Destrouse et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 42 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, en ce qu'il impose la fermeture des salles de sport ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
447060	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>le Syndicat des avocats de France et autres</b> demandent au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler l'ordonnance n° 2020-1402 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre administratif ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat, à chacun des requérants, la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
447063	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>le Syndicat des avocats de France et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution des articles 2 et 3 de l'ordonnance n° 2020-1402 du 18 novembre 2020 portant adaptation des

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			règles applicables aux juridictions de l'ordre administratif ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat le versement à chacun des requérants de la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
447065	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>le Conseil national des barreaux et la conférence des bâtonniers</b> demandent au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler l'ordonnance n° 2020-1402 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre administratif ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
447066	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>le Conseil national des barreaux et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'ordonnance n° 2020-1402 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre administratif ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat le versement à chacun des requérants de la somme de 1 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
446431	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>M. Guilhem d'Abbadie d'Arrast</b> demande l'annulation du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (port du masque obligatoire dans les écoles élémentaires et les établissements scolaires).
446553	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>Mme Fabienne ROEHRIG</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler les dispositions de l'article 4 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, en ce qu'elles portent une atteinte disproportionnée à la liberté d'aller et venir ; 2°) de prononcer l'annulation de tous les textes d'application du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020.
447303	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>la SASU CF Groupe et M. Guyon et autres</b> demandent au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler l'article 40-I du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 10 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
<b>447698</b>	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Francis Lalanne</b> et autres demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, d'enjoindre à la ministre de la culture de compléter les dispositions de l'article 45-1 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 et de l'article 11 du décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 en autorisant la réouverture de toutes salles de spectacles (théâtres, cinémas, etc...) en appliquant les règles sanitaires telles que prévues au dispositif prévu de l'article 40 du décret du 27 novembre 2020.
<b>447783</b>	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>l'association Le Monfort</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) à titre principal, de suspendre l'exécution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en ce qu'il entraîne la fermeture des théâtres, à titre subsidiaire, de définir les modalités dans lesquelles une réouverture paraîtrait envisageable ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
447784	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>l'association Théâtre 13</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) à titre principal, de suspendre l'exécution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en ce qu'il entraîne la fermeture des théâtres, à titre subsidiaire, de définir les modalités dans lesquelles une réouverture paraîtrait envisageable ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.
<b>447785</b>	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>l'association l'Etoile du Nord</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) à titre principal, de suspendre l'exécution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en ce qu'il entraîne la fermeture des théâtres, à titre subsidiaire, de définir les modalités dans lesquelles une réouverture paraîtrait envisageable ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.
<b>447786</b>	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>l'association les Plateaux Sauvages</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) à titre principal, de suspendre l'exécution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en ce qu'il entraîne la fermeture des théâtres, à titre subsidiaire, de définir les modalités dans lesquelles une réouverture paraîtrait envisageable ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.
<b>447787</b>	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>l'association Théâtre Paris Villette</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) à titre principal, de suspendre l'exécution du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en ce qu'il entraîne la fermeture des théâtres, à titre

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			subsidaire, de définir les modalités dans lesquelles une réouverture paraîtrait envisageable ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.
<b>447791</b>	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Fédération nationale des cinémas français et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'enjoindre au Premier ministre, dans un délai d'un jour à compter de la notification de l'ordonnance à venir, à titre principal, d'édicter par décret les conditions dans lesquelles les salles de cinéma seront à nouveau ouvertes, après concertation avec les représentants des salles de cinéma et de la filière, à titre subsidiaire, dans un délai de trois jours à compter de la notification de l'ordonnance à venir, de réexaminer la décision de report d'ouverture des salles de cinéma et de fixer définitivement, en concertation avec les représentants des salles de cinéma et de la filière, la date et les conditions de cette réouverture ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
<b>447799</b>	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle le <b>Syndicat des cirques et Compagnies de création</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 45 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en tant qu'il interdit aux établissements de type L et CTS de recevoir du public ; 2°) à titre subsidiaire, d'enjoindre à l'Etat de modifier, dans un délai de trois jours à compter de la notification de la présente ordonnance, les dispositions du I de l'article 45 du décret du 29 octobre 2020 en prenant les mesures strictement proportionnées d'encadrement des rassemblements dans les établissements de type L et CTS ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
447839	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle la <b>Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution des dispositions de l'article 45 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020, en ce qu'elles interdisent aux établissements de types L, CTS et P d'accueillir du public ; 2°) d'enjoindre au Premier ministre de modifier les dispositions en vigueur, en prenant les mesures strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu, afin de permettre la réouverture immédiate des établissements de types L, CTS et P dans le strict respect des protocoles sanitaires établis ; 3°) de prendre toute autre mesure qu'il estimerait utile pour mettre fin aux atteintes graves et manifestement illégales que ces dispositions portent aux libertés fondamentales invoquées ; 4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme globale de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
445833	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>M. Thierry Le Provost</b> demande au Conseil d'Etat d'annuler pour excès de pouvoir le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire.
447400	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>Madame Isabelle Cousin</b> demande au Conseil d'Etat d'annuler le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.
447993	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Anne-Sophie Alland et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative : 1°) de suspendre l'exécution de l'article 36 II 5° du décret du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, en ce qu'il rend obligatoire, dans les établissements scolaires, le port du masque pour les enfants âgés de 6 à 11 ans au regard de l'urgence à lever les risques sanitaires d'une telle mesure basée sur des données non scientifiques ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 250 euros à chacun des

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			requérants en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
446888	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>M. Laurent François Ernest PELE</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler les décrets n° 2020-1257 de déclaration de l'état d'urgence sanitaire du 14 octobre 2020, n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et n°2020-1331 du 2 novembre 2020 ; 2°) subsidiairement suspendre l'exécution de toutes les dispositions ou de certaines d'entre elles sur tout ou partie du territoire ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat d'une somme de 300 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
447319	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle Mme <b>Marie-Claire Pignol</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48 heures à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie ; 3°) d'enjoindre au gouvernement de produire l'étude d'impact préalable à l'adoption de la mesure obligeant le port du masque à partir de 6 ans au sein des établissements d'enseignement scolaire.
448031	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Valérie Natacha Wolfel</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat d'ordonner, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) suspendre l'exécution de l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret n° 2020-1582 du 14 décembre

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48 heures à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
<b>448082</b>	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Colin</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat d'ordonner, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'exécution de l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret n° 2020-1582 du 14 décembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48 heures à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
<b>448089</b>	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Alexis Malterre et Mme Peggy Berthomière</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, statuant sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner la suspension de l'exécution de l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret n° 2020-1582 du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement au gouvernement de prendre dans un délai de 48 heures à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
<b>448164</b>	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Anne-Sophie Cote</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, statuant sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner la suspension de l'exécution de l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par



N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret n° 2020-1582 du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement au gouvernement de prendre dans un délai de 48 heures à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448168	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Josette Jay</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret o0 2020-1454 du 27 novembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie ; 3°) d'enjoindre au gouvernement de produire l'étude d'impact préalable à l'adoption de la mesure obligeant le port du masque à partir de 6 ans au sein des établissements d'enseignement scolaire
448192	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Marie Clousier</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, statuant sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner la suspension de l'exécution de l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret n° 2020-1582 du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement au gouvernement de prendre dans un délai de 48 heures à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448247	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Sophie Thoron</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, statuant sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner la suspension de l'exécution de l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret n° 2020-1582 du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement au gouvernement de prendre dans un délai de 48 heures à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448386	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Sandrine Tombois</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner la suspension de l'exécution de l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48 heures à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie ; 3°) d'enjoindre au gouvernement de produire l'étude d'impact préalable à l'adoption de la mesure obligeant le port du masque à partir de 6 ans au sein des établissements d'enseignement scolaire.
448452	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Lucie Durin</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner la suspension de l'exécution de l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48 heures à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie ; 3°) d'enjoindre au gouvernement de produire l'étude d'impact préalable à l'adoption de la mesure obligeant le port du masque à partir de 6 ans au sein des établissements d'enseignement scolaire.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
448527	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Sandra Panciatici-Viet</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n°2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48 heures à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448528	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>M. Vivien Langlais et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner la suspension de l'article 36 II 5° du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en ce qu'il rend obligatoire, dans les établissements scolaires, le port du masque pour les enfants âgés de 6 à 11 ans ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 250 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
448531	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Mathilde Février</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n°2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
448532	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Leslie Gorriquer</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n°2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au Gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448533	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Emilie Grosso</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n°2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au Gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448545	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Katia Barelli</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n°2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au Gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
448550	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Clélia Gorriquer</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n°2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au Gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
446393	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>M. Clément MEGARD et M. Grégoire RENARD</b> demandent au Conseil d'Etat d'annuler l'article 47-I du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
446394	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>M. Thomas LEPILLER</b> demande au Conseil d'Etat d'annuler le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 en ce qu'il demande le port du masque obligatoire aux enfants de plus de 6 ans dans les établissements d'enseignement Français.
446709	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>Mme Cendrine STRAZZERA et la société Profil CS</b> demandent au Conseil d'Etat : 1°) de surseoir à statuer et d'envoyer une question préjudicielle à la CJUE ; 2°) de demander un avis consultatif à la Cour européenne des droits de l'homme ; 3°) d'annuler le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020, à l'exception de son article 1er et le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
448169	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Delphine Herrmann</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448306	Conseil d'Etat	REP (PAPC)	Requête par laquelle <b>M. Sylvain BERTHIAS et autres</b> demandent au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler les articles 1er, 2, 8, 11, 15, 21, 27, 36, 38, 40, 44, 45, 46 et 47, ainsi que l'annexe 1, du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
448732	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>la Fédération des forains de France</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner la suspension de l'article 2, 13° b) du décret n° 2020-1852 du 14 décembre 2020 modifiant l'article 45 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en tant qu'il porte interdiction des fêtes foraines ; 2°) subsidiairement, d'enjoindre au Premier ministre d'adopter des mécanismes économiques d'aide et de soutien aux entrepreneurs forains ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 522-3 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
448733	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Nadia Bakrim</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448735	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Maria Dalia Corda</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448737	Conseil d'Etat	Référé-suspension REP	Requête par laquelle <b>le Syndicat national de l'enseignement privé - UNSA</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, 1°) d'ordonner la suspension de l'article 2 du décret n° 2021-31 du 15 janvier 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment les points 6 et 9 qui proscrivent l'éducation physique et sportive obligatoire en salle, gymnase et autres lieux clos ; 2°) d'ordonner toutes mesures utiles afin de faire cesser l'atteinte grave à la pratique sportive des élèves et l'enseignement de l'éducation physique et sportive (EPS) à compter du 18 janvier 2021 jusqu'à nouvel ordre telle qu'éditée par le Premier ministre ; 3°) d'ordonner la suspension de l'interdiction de pratiquer des activités sportives au moyen des cours d'EPS dans les installations sportives couvertes (gymnase de tout type, ...) ; 4°) de

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			mettre à la charge de l'Etat la somme de 100 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
<b>448738</b>	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle le <b>Syndicat national de l'enseignement privé (SNEP) - UNSA</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler l'article 2 du décret n° 2021-31 du 15 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 100 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
<b>448739</b>	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Fleurine Grataroli</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
<b>448740</b>	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Emmanuelle Cambe</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.



N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
448789	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Aude Rajski</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448832	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Monika Carletto</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448833	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Claire Canion</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448838	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Sarah Blondeau</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie et de produire l'étude d'impact préalable à l'adoption de la mesure obligeant le port du masque à partir de 6 ans au sein des établissements d'enseignement scolaire.
448844	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Alexandra Desecures</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448915	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>Mme Stéphanie Abiven</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 36 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 tel que modifié par le décret n° 2020-1454 du 27 novembre 2020 et le décret du 14 décembre 2020 ; 2°) d'enjoindre au gouvernement de prendre dans un délai de 48h à compter de l'ordonnance à intervenir toute mesure de nature à concilier les libertés fondamentales invoquées et la lutte contre la pandémie.
448939	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 18-I, 3° du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en ce qu'il limite l'accès aux remontées

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
			mécaniques aux seuls mineurs licenciés au sein d'une association sportive affiliée à la Fédération française de ski ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 6 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
448941	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT) et autres</b> demandent au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler l'article 18-I, 3° du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 6 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
448972	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>le Syndicat des avocats de France et autres</b> demandent au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 2 de l'ordonnance n° 2020-1401 du 18 novembre 2020 portant adaptation de règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaires statuant en matière pénale ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat le versement aux requérants d'une somme globale de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
448975	Conseil d'Etat	Référé-liberté	Requête par laquelle <b>le Conseil national des barreaux</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 2 de l'ordonnance n° 2020-1401 du 18 novembre 2020 portant adaptation de règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaires statuant en matière pénale ; 2°) d'enjoindre au gouvernement d'abroger ces dispositions ; 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

N° de dossier	Juridiction concernée	Type de procédure	Requérant ou objet de la demande
448981	Conseil d'Etat	Référé-suspension	Requête par laquelle <b>l'association des avocats pénalistes (ADAP)</b> demande au juge des référés du Conseil d'Etat, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, 1°) de suspendre l'article 2 de l'ordonnance n° 2020-1401 du 18 novembre 2020 portant adaptation de règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaires statuant en matière pénale ; 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 4 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.
448538	Conseil d'Etat	REP	Requête par laquelle <b>l'association Vita</b> demande au Conseil d'Etat : 1°) d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 7 novembre 2020 du ministère des solidarités et de la santé modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et 2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Nombre de TYPE MESURE		Étiquettes de colonnes														Total général
Étiquettes de lignes	DEPARTEMENT	1_II_INTERDICTION_RASSEMBLEMENT	1_OBLIGATION_MASQUE	10_REGLEMENTATION_AERIENNE	24_QUARANTAINE	29_REGLEMENTATION_ACTIVITE	3_III_DEROGATION_AUTORISATION_PLUS6PERS	3_IV_INTERDICTION_RASSEMBLEMENT_PLUS6PERS	37_II_CICIAL_LIMITATION_ACCES	4_I_RESTRICTION_CIRCULATION	40_I_DEROGATION_ACTIVITE_COMMERCIALE	45_DEROGATION_CULTURE	46_II_INTERDICTION_PLAGE	48_REQUISITION_ETABLISSEMENT_SANTE	6_REGLEMENTATION_NAVIRE	
01	Ain		2								3					5
02	Alsace		1								2					3
03	Allier	1	2			6			1		3					14
04	Alpes-de-Haute-Provence		23													23
05	Hautes-Alpes	1	18			7			4		3					33
06	Alpes-Maritimes		3		1	25		1								32
07	Ardèche															1
08	Ardennes					4										4
09	Ariège		5													5
10	Aube	1	17			9		1			2			1		39
11	Aude		5													5
12	Aveyron		1			5										6
13	Bouches-du-Rhône															11
14	Calvados															1
16	Charente		7			3										10
17	Charente-Maritime		1			14								5		15
18	Cher		6													6
19	Corrèze		4													4
21	Côte-d'Or		42													42
22	Côtes-d'Armor		83													83
23	Creuse		1													1
24	Dordogne		59			4		1			7					71
25	Doubs		2			4							1			7
27	Eure		2			10										12
28	Eure-et-Loir		4			13										17
29	Finistère		1			9										10
2A	Corse-du-Sud		2		1			1								4
2B	Haute-Corse		4		5	10									1	19
30	Gard		1			3			1							5
32	Gers		2			2										4
33	Gironde		1			9										10
34	Hérault		2		1	8			3							14
35	Ille-et-Vilaine	1	2			2										5
36	Indre		3			2										5
37	Indre-et-Loire		2													2
39	Jura															1
40	Landes		3			28					1				1	33
41	Loir-et-Cher		16													16
42	Loire		2			15										17
44	Loire-Atlantique		2			1										3
45	Loiret		16						2							18
46	Lot		1													1
47	Lot-et-Garonne		2			6		1								9
48	Lozère		5			1										6
49	Maine-et-Loire		1													1
50	Manche		1			2										3
51	Marne		4			4			1							10
52	Haute-Marne		3			2										5
53	Mayenne		1			1										2
54	Meurthe-et-Moselle		3													3
55	Meuse		5			2										7
56	Morbihan		64													64
57	Moselle		96						1							97
58	Nièvre					6			1							7
59	Nord		2			2									5	4
60	Oise		1			20		2								23
61	Orne		1			6			1							8
62	Pas-de-Calais		5			1										6
63	Puy-de-Dôme		56			35										91
64	Pyrénées-Atlantiques		4			2										6
65	Hautes-Pyrénées		1													1
66	Pyrénées-Orientales		90													90
67	Bas-Rhin	2	2			2		1								7
68	Haut-Rhin		1			1										2
69	Rhône		1		25	18										44
70	Haute-Saône		2			1										3
71	Saône-et-Loire		34													34
72	Sarthe		4			2										6
75	Paris	34	4			24			2							68
76	Seine-Maritime	1	1			5										7
77	Seine-et-Marne		2			4										6
78	Yvelines		14													14
79	Deux-Sèvres															6
81	Tarn		1			26										27
82	Tarn-et-Garonne					16										16
83	Var		14		1	54										71
84	Vaucluse		1			1										2
85	Vendée		4			2		1								7
86	Vienne		6			3										9
87	Haute-Vienne		1													1
88	Vosges		9			6			1							16
90	Territoire de Belfort		1			1										2
92	Hauts-de-Seine		2													2
93	Seine-Saint-Denis		1			191										192
94	Val-de-Marne		3			72										75
95	Val-d'Oise															0
971	Guadeloupe		5		9											14
973	Guyane		1			2										3
976	Mayotte		1		1	1										3
(vide)		1	1			9										11
<b>Total général</b>		<b>42</b>	<b>802</b>	<b>18</b>	<b>29</b>	<b>707</b>	<b>9</b>	<b>35</b>	<b>1</b>	<b>30</b>	<b>287</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>63</b>	<b>13</b>	<b>2043</b>